

Accord collectif

**COOPÉRATIVES FRUITIÈRES
(AIN, DOUBS ET JURA)**

**Aménagement et réduction du temps de travail
(12 décembre 2001)**

(Etendu par arrêté du 29 mai 2002,
Journal officiel du 8 juin 2002)

**AVENANT N° 2 DU 29 JANVIER 2008
RELATIF À L'AMÉNAGEMENT ET À LA RÉDUCTION
DU TEMPS DE TRAVAIL**

NOR : AGRS0897087M

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura,

D'une part, et

L'UNSA agriculture-agroalimentaire ;
L'union régionale de Franche-Comté CFTC ;
L'union régionale de Franche-Comté CFE-CGC ;
L'union départementale de l'Ain CFTC ;
L'union départementale de l'Ain CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 4 « Réduction du temps de travail et organisation du temps de travail » :

Le paragraphe 4.2 « Modulation. – Annualisation » est modifié comme suit :

Au 7^e alinéa, les termes « 90 heures » sont remplacés par « 130 heures ».

Le paragraphe 4.3 « Durée du travail » est modifié comme suit :

Au 4^e alinéa, les termes « 1 600 heures » sont remplacés par « 1 607 heures ».

Le 5^e alinéa est ainsi modifié :

« Base de nombre de semaines travaillées : $1607/35 = 45,91$ semaines travaillées. »

Le paragraphe 4.4 « Heures supplémentaires » est modifié comme suit :

Le 1^{er} alinéa est ainsi modifié :

« Les heures supplémentaires ne peuvent pas dépasser :

- 130 heures en cas de modulation ;
- 220 heures par salarié et par an sans modulation. »

Au 2^e alinéa, les termes « 1 600^e heure » sont remplacés par « 1 607^e heure. »

Le paragraphe 4.5 « Modalités d'application » est modifié comme suit :

La modalité 1 « Activité régulière » est ainsi modifiée :

Au 4^e alinéa, les termes « 130 heures » sont remplacés par « 220 heures ».

La modalité 3 « Activité saisonnière avec forte variation (annualisation) » est ainsi modifiée :

Au 1^{er} alinéa, les termes « 1 600 heures » sont remplacés par « 1 607 heures ».

Au 5^e alinéa, les termes « 90 heures » sont remplacés par « 130 heures ».

Article 2

L'article 5 « Echéances de la réduction du temps de travail » est rédigé comme suit :

« Le présent accord est applicable le mois suivant la date de signature des parties. »

Article 3

L'article 16 « Contrôles des horaires effectués » est modifié comme suit :

Au 1^{er} alinéa, les termes « du décret n° 95-1075 du 28 septembre 1995 » sont complétés par les termes « modifié par le décret n° 2001-91 du 29 janvier 2001 ».

Article 4

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du présent avenant par accord d'établissement, d'entreprise ou de groupe, que dans un sens plus favorable pour les salariés.

Article 5

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2008.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 29 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)